

POUR UN LITTORAL VIVANT, PAS UN LITTORAL À BÉTONNER GRAND SITE, OUI. SURF PARK, NON.

Cet été encore, notre territoire a suffoqué. Des températures extrêmes. Une ressource en eau sous pression. Des risques d'incendie accrus. Un littoral saturé. Une biodiversité qui recule. Des espaces naturels fragilisés par une fréquentation toujours plus importante. Pourtant, au lieu de tirer les conséquences de cette réalité, certains continuent de vouloir accélérer.

Toujours plus de logements. Toujours plus d'équipements. Toujours plus d'attractions. Toujours plus de consommation d'eau et d'énergie. Toujours plus de touristes.

Jusqu'où faudra-t-il aller pour admettre que notre littoral n'est pas extensible ?

L'ESTUAIRE DU PAYRÉ MÉRITE AUTRE CHOSE

Un projet de labellisation "Grand Site de France" est en cours autour de l'estuaire du Payré.

Nous ne pouvons que nous en réjouir. Cet estuaire préservé est un écrin exceptionnel. Un territoire fragile, remarquable, dont la richesse repose précisément sur ce qui n'est pas artificialisé, marchandisé ou transformé en attraction.

Mais il faut aller au bout de cette logique.

On ne peut pas prétendre protéger un territoire tout en continuant à développer sa fréquentation, son urbanisation et ses équipements comme si les ressources étaient infinies.

Un Grand Site ne peut pas être une attraction écologique posée au milieu d'un modèle de développement toujours plus prédateur.

LE SURF PARK : LE PROJET DE TROP ?

Dans ce contexte, le projet de Surf Park apparaît comme le symbole d'un modèle arrivé à bout de souffle.

Cet équipement artificiel conçu comme un produit d'appel ludique, consommateur d'espace, d'eau, d'énergie et de ressources, est source de surfréquentation et de déséquilibres dans un territoire déjà sous pression.

Un Surf Park aujourd'hui ? Sérieusement ?

Alors que nous devons adapter nos usages à la disponibilité de l'eau.

Alors que nous devons réduire nos consommations d'énergie.

Alors que nous devons anticiper l'érosion du trait de côte et les risques de submersion marine.

Alors que les incendies se multiplient.

Alors que la biodiversité s'effondre.

Alors que nous commençons à subir les effets du surtourisme.

Ce projet appartient à une autre époque.

Celle où l'on pensait encore que chaque problème pouvait être réglé par davantage de béton, davantage d'équipements, davantage de consommation d'eau et d'énergie et davantage de fréquentation.

Cette époque doit prendre fin.

NOUS NE VOULONS PLUS DÉVELOPPER À L'AVEUGLE

Nous ne demandons pas de choisir entre économie et environnement.

Nous demandons quelque chose de beaucoup plus simple :

que les limites physiques de notre territoire soient enfin prises au sérieux.

Avant de construire davantage, il faut savoir ce que notre territoire peut réellement supporter.

Avant d'accueillir davantage de visiteurs, il faut connaître les conséquences sur l'eau, le dérèglement climatique, les milieux naturels, les infrastructures et les populations.

Avant de multiplier les projets touristiques, il faut demander aux habitants quel avenir ils souhaitent pour leur territoire.

NOUS DEMANDONS UN MORATOIRE SUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA CÔTE

Un moratoire sur les nouveaux projets d'urbanisation et les nouvelles grandes infrastructures touristiques, le temps de disposer des connaissances et des débats indispensables :

- des conclusions des études HMUC sur l'adéquation entre besoins et ressources en eau ; le respect des objectifs fixés par les Plans Climat-Air-Énergie Territoriaux, des études et projections sérieuses concernant l'érosion côtière et le recul du trait de côte ; une évaluation globale des conséquences du développement touristique sur les milieux naturels et les ressources ; la limitation de la consommation d'espaces naturels et forestiers (loi ZAN) ; un véritable débat public et démocratique sur le modèle touristique souhaité par les populations locales ; une réflexion cohérente sur la capacité réelle du territoire à accueillir de nouvelles populations et de nouvelles fréquentations.

NOTRE LITTORAL N'EST PAS UNE ZONE À CONQUÉRIR

Nous refusons que chaque espace encore disponible soit considéré comme une opportunité d'aménagement. Nous refusons que la protection de la nature serve de décor à une fuite en avant touristique.

Nous refusons que les habitants soient systématiquement placés devant le fait accompli, une fois les projets

ficelés et les décisions engagées.

Nous refusons que l'on continue à artificialiser aujourd'hui ce que l'on prétend vouloir protéger demain.

Nous voulons un littoral habitable avant d'être rentable.

Un littoral vivant avant d'être attractif.

Un littoral préservé avant d'être aménagé.

Un territoire qui adapte son développement à ses ressources — et non l'inverse.

GRAND SITE, OUI !

Oui à un Grand Site autour de l'estuaire du Payré.

Oui à la préservation des espaces naturels.

Oui à la protection de la biodiversité.

Oui aux activités respectueuses du vivant.

Oui à une gestion responsable de l'eau.

Oui aux économies d'énergie.

Oui à l'anticipation de l'érosion et du changement climatique.

Oui à un tourisme maîtrisé, compatible avec les capacités réelles du territoire.

Mais non à la fuite en avant.

Et surtout :

NON AU SURF PARK.

NON À L'URBANISATION SANS LIMITE.

NON À L'ACCÉLÉRATION DU DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE.

OUI À UN MORATOIRE.

OUI À UN VRAI DÉBAT SUR L'AVENIR DE NOTRE LITTORAL.

Parce qu'un territoire que l'on aime n'est pas un territoire que l'on exploite jusqu'à l'épuisement.

Parce que protéger le Payré, ce n'est pas communiquer sur sa beauté : c'est accepter de limiter ce qui la menace.

Parce que l'avenir du littoral ne se décide pas à coups de projets, mais avec celles et ceux qui y vivent.

MOBILISONS-NOUS !

Rassemblons-nous pour défendre un littoral vivant, préservé, habitable et résilient.

Pour le moratoire de l'artificialisation du littoral.

Pour la protection du Payré.

Pour la préservation de l'eau et des espaces naturels.

Pour un débat citoyen sur l'avenir du territoire.